

Investissements en Afrique

Le Maroc et la France misent enfin sur les PME

● Le forum d'Euromed Capital, organisé pour la première fois à Casablanca, a fait la part belle aux PME. Avec l'arrivée des investisseurs en capital, celles-ci devraient enfin pouvoir se lancer plus facilement en Afrique.



La 5e conférence d'Euromed Capital tenue à Casablanca, les 21 et 22 janvier, est plutôt porteuse de bonnes nouvelles pour les PME marocaines et françaises. Considérées jusque-là comme les « oubliées » de la présence économique des deux pays en Afrique subsaharienne, l'heure est peut-être venue pour les petites entreprises de se rattraper. Aussi bien les organismes publics que privés de financement se mobilisent pour leur apporter du cash. C'est le cas de la Banque publique d'investissement (Bpifrance), qui entend, à travers le fonds AfricInvest, miser 100 millions d'euros (plus de 1 MMDH) pour soutenir les entreprises désireuses de se développer en Afrique. À ce jour, 40 millions d'euros ont déjà pu être mobilisés, en attendant de « lever les 60 restants en sur le continent », indique le DG de Bpifrance, Nicolas Dufourcq, qui s'exprimait lors de l'ouverture du Forum.

Intérêts communs

En dehors du fonds AfricInvest, d'autres acteurs de financement se

mettent branle pour soutenir l'internationalisation des entreprises. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux sont anglo-saxons et investissent naturellement dans les économies d'Afrique anglophones. Avec la proximité de Casablanca Finance City (CFC) l'accompagnement des PME locales pourra être moins compliqué. En tout cas, pour les acteurs français, passer par le Maroc est doublement gagnant. En plus de s'adosser à un pays « en vogue » sur le continent, les investisseurs en capital tricolores, à travers des partenariats bien pensés, vont baliser le chemin à leurs PME, encore très loin s'habituer au climat tropical. Désormais, un constat général se

dégage : le Maroc se retrouve en position d'inspirer la France. L'ancien Premier ministre français, Jean Pierre Raffarin (voir interview), le reconnaît sans gêne : « l'exemple marocain est intéressant à suivre ». Comme on le voit, après les grandes entreprises, c'est au tour des PME d'attirer les intérêts français et marocains en Afrique. Cependant, l'équation essentielle qui se pose concerne l'inclusion des acteurs africains. Car à en croire les diplomates, il est officiellement question d'un partenariat triangulaire dans lequel toutes parties tirent leur épingle du jeu. ●

PAR OUMAR BALDÉ
o.balde@leseco.ma

Regain d'intérêt des fonds privés

L'Afrique a été pendant longtemps méconnue des investisseurs en capital. Ce temps semble désormais révolu. À écouter les acteurs de ce milieu, on sent nettement que les vents sont subitement devenus favorables en direction du sud. Si dans un passé récent, seules les institutions publiques de financement s'intéressaient aux pays africains, notamment les agences de développement et les bailleurs de fonds traditionnels, « on constate maintenant un regain d'intérêt de la part des investisseurs privés », observe-t-on chez le fonds Proparco, filiale de l'Agence française de développement (AFD). Cet intérêt est certainement motivé par la rentabilité des investissements sur le continent. « En moyenne, on observe un rendement de 10% en Afrique pour les investisseurs. Le capital investissement a encore une énorme opportunité en Afrique », indique-t-on auprès des fonds français.



« La perception du risque en Afrique est mal fondée. On attend beaucoup du continent, mais on ne donne pas assez à l'Afrique. »

Mohamed El Kettani
PDG d'Attijariwafa Bank



« La croissance économique passe par l'investissement. Et aujourd'hui, il est nécessaire de soutenir les PME à travers des investissements et des mesures qui leur permettent d'avoir de la résilience. »

Jalloul Ayed
Ancien ministre des Finances de la Tunisie



« Notre objectif est de mobiliser 100 millions d'euros à travers le fonds AfricInvest pour soutenir les entreprises, surtout les PME qui ont des projets en Afrique. Nous avons déjà réussi à obtenir 40 millions et comptons lever 60 millions sur le continent. »

Nicolas Dufourcq
Directeur général de Bpifrance

«Le Maroc est une force qui sait où elle va»

● Présent au Forum d'Euromed Capital à Casablanca, Jean Pierre Raffarin a salué l'ouverture économique du Maroc sur l'Europe et sur l'Afrique. Pour le président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées au Sénat français «les investisseurs étrangers ont confiance en le royaume».

INTERVIEW

Jean Pierre Raffarin

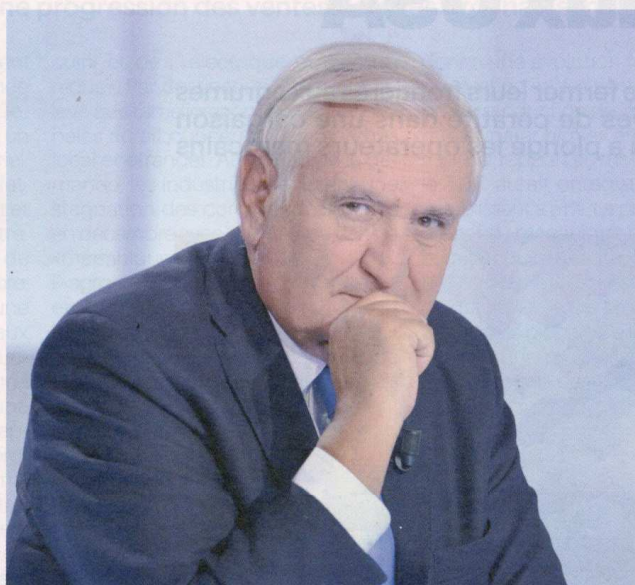
Président de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées au Sénat français

Les ÉCO : Il a beaucoup été question des PME lors des échanges dans le cadre du Forum. Selon-vous comment leur donner un coup de pouce ?

Jean-Pierre Raffarin : Il faut aider les toutes petites entreprises, ce que nous appelons en France les auto-entrepreneurs. Il faut les aider à travers l'allègement des charges sociales. Aussi, les startups doivent être soutenues à l'innovation. Et sur ce point, elles ont plus besoin de fonds propres car l'innovation coûte cher en termes d'investissements. Il y a une sorte de palette en fonction de l'intérêt des entreprises. D'une manière générale, la politique fiscale est le moyen d'orienter les aides vers les priorités. On peut alléger les impôts en recrutant, en faisant de l'innovation ou de la recherche, etc. L'outil fiscal peut inciter et dispose en même temps d'avantages. Avec une déduction fiscale, on peut satisfaire un intérêt public comme l'innovation, l'emploi et l'aménagement du territoire.

Vous avez souligné la nécessité du partage des investissements, de l'innovation, etc. Comment cela peut-il se concrétiser ?

Le partage se fait en deux étapes. D'une part, il faut aider à la création de la richesse, pour ensuite faire en sorte que tous les acteurs puissent avoir un résultat «gagnant-gagnant». Cela exige une certaine forme de justice et que chacun puisse y tirer



son intérêt. L'économie moderne doit rechercher l'équilibre à la manière de la mondialisation. Quant je parle de partage de l'influence politique, je fais réfé-

Il faut créer des richesses dans un cadre gagnant-gagnant.

rence à l'ONU. Pour l'économie, je pense à l'OMC et aux traités de partenariats entre différents pays et espaces régionaux. C'est l'avenir du co-développement qui nous concerne tous.

Quel regard portez-vous sur l'évolution économique du Maroc ?

Le Maroc est une force qui va de l'avant et qui sait où elle va. C'est un point très important. C'est pourquoi les investisseurs étrangers ont confiance en le royaume. Il y a une stratégie qui est en place et qui est une stratégie d'ouverture. Le Maroc dispose à la fois de bonnes relations

avec l'Europe et avec l'Afrique subsaharienne. Cette logique de partenariats, de relations avec les entreprises et de projets communs est à saluer. Quant vous voyez que le stock des investissements directs français au Maroc est à 12 milliards d'euros, cela montre une réelle volonté de coopération. Le Maroc fait de même avec l'Afrique et cela est perceptible à travers le nombre de ses entreprises qui s'installent sur le continent. Cette dynamique est soutenue par le roi, à travers ses différentes tournées africaines. À mon sens, c'est cela la bonne stratégie au XXI^e siècle.

Que vous inspire la stratégie d'investissement du Maroc en Afrique ?

La stratégie marocaine est clairvoyante. Depuis longtemps, elle travaille au développement de la co-localisation et au co-développement avec l'Afrique subsaharienne. L'Afrique sera le continent du XXI^e siècle. Il y a encore des difficultés en Afrique, mais il y a aussi de la croissance, de l'intelli-

gence et de l'énergie humaine. Les banques marocaines ont beaucoup investi dans ces pays. Je pense que la qualité de la stratégie marocaine, c'est d'appartenir à la fois à l'ouest, au nord et au sud. Le Maroc ne s'enferme pas, mais joue plutôt la carte des alliances. À mon avis, c'est cela la stratégie du XXI^e siècle.

●●●
«La COP22 est l'occasion d'afficher le Maroc comme une vitrine du développement responsable».

Selon vous, comment peut-on réussir un partenariat triangulaire France-Maroc-Afrique ?

L'Afrique compte plusieurs pays et dans chaque pays il faut aussi faire la différence entre les espaces et les villes. Tout dépend de l'ambition des entreprises. Des villes comme Dakar, par exemple, offrent une opportunité de développement aux TPE, PME, notamment pour des prestations dans des sujets extrêmement locaux. Il est clair qu'en Afrique de l'Ouest, il y a un potentiel très fort. Au sud également, on voit un potentiel particulièrement élevé, mais je crois que c'est la stabilité et les progrès que font ces pays dans la gouvernance qui garantiront l'avenir de la croissance africaine. Aujourd'hui, plusieurs pays sont en situation de stabilisation politique et économique et c'est plutôt une bonne nouvelle.

Après la COP21 à Paris, quelles peuvent être les opportunités de la COP22 à Marrakech ?

Je pense qu'il y a beaucoup d'atouts dans ce pays, en dehors du solaire. L'attitude des autorités marocaines pour la réussite de la COP21 a beaucoup été appréciée par la France. La COP22 peut être l'occasion d'afficher le Maroc comme une vitrine du développement responsable. Il y a donc de bonnes opportunités. Après le succès de la COP21, la COP22 est l'occasion pour le Maroc de s'affirmer comme étant un pays qui a choisi le développement humain, celui du XXI^e siècle.

PROPOS RECUEILLIS PAR O.B.